

Circa N° 6 - 26 015 C

Syndicalisme

La Fédération de France de l'Union Syndicale des Travailleurs Algériens (USTA).

Des origines à son premier Congrès

Jacques Simon

En Février 1956, les militants messalistes quittaient la CGT en France et l'Union Générale des Syndicats Algériens (UGSA) qui avait remplacé la CGTA en Algérie, pour former le premier syndicat algérien indépendant. Peu après, les militants du FLN se retiraient de l'UGSA et fondaient l'Union Générale des Travailleurs Algériens (UGTA). L'UGSA réduite à un appareil cherchera à fusionner avec l'UGTA, mais sa demande ne fut pas acceptée par le FLN qui entendait contrôler le syndicat. Se soumettant alors à ses exigences, elle prononcera sa dissolution et appellera ses militants à rejoindre les rangs de l'UGTA.

La durée de vie des deux centrales algériennes sera brève en Algérie, mais la Fédération de France de l'USTA poursuivra sa lutte jusqu'à l'indépendance en 1962.

Il existe plusieurs travaux sur la longue marche du syndicalisme algérien depuis les années 1920, mais les études faites pendant la période coloniale restent insuffisantes, tant sur le plan de la documentation que de l'analyse (1). Sont attendues des études sur la critique du régime colonial, les classes sociales, la législation du travail, les mouvements sociaux dans les villes et les campagnes, la vie syndicale (les structures générales, l'histoire des fédérations : les traminois, les cheminots, les hospitaliers, les dockers, les instituteurs, les mineurs... Manquent des études sur les plates formes revendicatives (les salaires, les conditions de travail, la sécurité sociale, le droit au travail pour les femmes, la formation professionnelle, les débats sur l'islam et la langue arabe et les résolutions adoptées, la laïcité ...) des années trente à 1955, la vie syndicale (les débats dans les sections et les fédérations, dans les instances dirigeantes et pendant les Congrès de la CGTA), les rapports avec les syndicats de France et les partis algériens (l'UDMA, le PCA et le PPA-MTL), un dictionnaire biographique des syndicalistes algériens...). Il en est de même pour l'histoire des syndicalistes algériens du mouvement ouvrier en France et après 1956, des deux organisations algériennes : l'USTA et l'Amicale (AGTA) dirigée par le FLN.

La Fédération de France de l'USTA ayant tenu son premier Congrès en Juin 1957, il y a quarante ans, l'occasion nous est fournie de faire un bref historique de ce syndicat, jusqu'à son premier Congrès . Les origines du syndicalisme algérien.

Depuis les années 1920, les travailleurs algériens sont nombreux à la CGTU. En 1926, le secrétaire général de l'Etoile, Messali Hadj est aussi le responsable du travail algérien dans la CGTU. En 1928, lorsque le Comité Directeur se démarque du PCF, tous les militants ouvriers de l'Etoile restent à la CGTU . Ils adhèrent ensuite à la CGT réunifiée pendant le Front Populaire malgré leur critique du projet Blum-Viollette puis après l'interdiction de l'Etoile. Le PPA reste attaché à cette tradition du Front unique ouvrier , ce qui explique l'absence de dérive fasciste du mouvement nationaliste algérien, même après la défaite de la France en 1940 et le maintien de la direction du PPA dans les prisons. En 1947, le Congrès du MTLD pose pour la première fois, la question d'un syndicat algérien indépendant. Mais après la terrible répression de Mai 1945 et dans le contexte de la guerre froide, les conditions ne sont pas réunies . Les travailleurs algériens restent à la CGTA qu'ils ne quittent pas après la scission syndicale de 1947, malgré les divergences avec la direction PCA du syndicat . Cependant, une Commission des affaires sociales dirigée par Aissat Idir, Bourouiba, Boualem (cheminots) et Djermane (dockers) est chargée de créer des cellules d'entreprises du MTLD au sein de la CGTA. L'objectif est double : prendre la direction d'unions locales ou de fédérations, développer la politique du MTLD exposée dans des brochures (2) ou dans la rubrique : "le prolétariat algérien" de "l'Algérie libre" (3). En 1949-1950, la direction de la CGTA lance une série de grèves politiques contre la guerre d'Indochine. Elles sont largement suivies par les dockers, en majorité algériens, mais la répression est sévère et de nombreux militants quittent la CGT, dont les effectifs tombent à 100.000 en 1952 et 60 000 (35 750 algériens) en 1953.

Dans ce contexte, la crise entre les "Centralistes" et les "Messalistes", s'exprime aussi sur le plan syndical. Elle démarre le 1er Mai 1953, après les grandes manifestations en France et elle prend en Algérie, un caractère particulier avec la campagne lancée sur le "droit au travail"(4). Elle se poursuit

avec la création d'un "Comité de chômeurs de la Région Algéroise " et la tenue d'une "Conférence Nationale" des différents comités . La Conférence élit un "Comité National" qui adopte une Résolution générale en 14 points ainsi qu'un plan d'organisation et de développement. Le 8 mars, les Comités de chômeurs qui se sont implantés dans tout le pays, organisent "une journée d'action revendicative" qui se traduit par des meetings, des réunions et des manifestations, puis par une grève générale de 24 heures, le 28 Avril 1954.

Si la CGTA regroupe la majorité des syndiqués algériens -l'histoire du SNI -FEN est différente -le Comité National des chômeurs constitue la première forme du syndicalisme algérien indépendant . (5) Il l'est par sa composition sociale (les chômeurs sont des prolétaires), le programme (le droit au travail est intégré dans tout le programme démocratique (les libertés, une réforme agraire radicale, la nationalisation des moyens de production et des banques, la disparition du régime colonial), le mode de formation et de fonctionnement des Comités (l'élection à tous les niveaux des responsables et son contrôle par les militants) et les méthodes de lutte (les meetings, les manifestations, les grèves) . Associé à la lutte menée par le Comité de Salut Public (CSP) pour refonder le MTLD, le Comité subit la répression coloniale. Il est aussi en butte à l'hostilité des Centralistes, et plus encore à celle du PCA, hostile à l'existence d'un mouvement social indépendant de la CGTA .

C'est dans ce but que la CGTA tient en juin 1954, sa Vème Conférence . Elle réunit à la Bourse du Travail d'Alger, 361 délégués (236 "musulmans" et 125 "d'origine européenne"). Trois décisions sont prises : le changement de nom du syndicat qui devient l'UGSA, le vote de statuts nouveaux et l'adoption d'une "Charte du mouvement syndical algérien" qui formule un vaste programme de revendications sur les salaires, l'application de la législation du travail (inspection du travail, conventions collectives, retraites, conseils des prud'hommes) mais qui ne remet pas en question les structures économiques et sociales de l'Algérie coloniale ni le statut de 1947.

A cette date, la Commission ouvrière du MTLD qui soutient le Comité des chômeurs, s'oriente vers la formation d'un syndicat algérien indépendant. Mais son dirigeant, Mustapha Benmohamed est d'abord engagé dans la préparation du Congrès d'Hornu . A son retour, il convoquera à Alger, les 22 et 23 septembre 1954, une Conférence des responsables syndicalistes algériens (dockers, mineurs, hôpitaux, transports) qui désigne un bureau provisoire chargé de former un syndicat indépendant de la CGTA (6).

La répression qui s'abat sur le MTLD amène la direction provisoire à différer son projet, jusqu'au 26 décembre 1955 où elle pourra se réunir à son siège social, 7 rue Jenina à Alger, adopter les statuts et les rapports présentés par les Commissions et élire le bureau (7). L'Union Syndicale des Travailleurs Algériens (USTA) était née. Le 14 Février 1956, les statuts sont déposés à la Préfecture d'Alger et une demande d'affiliation à la CISL sera faite.

L'émergence tardive d'un syndicat algérien s'explique par le contexte historique de l'Algérie coloniale, l'hostilité des dirigeants des syndicats à dominante européenne ainsi que par la politique du MTLD, attaché au Front unique ouvrier et qui intégrait la question syndicale dans le programme démocratique concentré dans le mot d'ordre de la Constituante Souveraine. C'est ainsi que l'USTA est fondée, au lendemain de l'explosion sociale du 20 Août 1955, qui ruine l'Algérie du Statut de 1947. Résultat d'un long combat du prolétariat algérien contre l'oppression coloniale et l'exploitation capitaliste, l'USTA ne pouvait exister que pour réaliser l'émancipation de la classe ouvrière et d'une manière plus large , de la société algérienne .

Interdite en Algérie, l'USTA ne pouvait vivre qu'en France où elle trouvera des alliés : le SNI- FEN, les démocrates conséquents et la gauche socialiste et révolutionnaire .

La Fédération de France de l'USTA

La position prise par le Congrès du SNI de Bordeaux sur "la Table ronde" en Juillet 1955 et la victoire électorale du Front républicain , ont créé des conditions qui ont permis au MNA de s'implanter massivement dans l'immigration ouvrière (plus de 90%) et d'organiser , le 9 mars 1956, une manifestation de masse pour la paix en Algérie. Mais le 12, après le vote des pouvoirs spéciaux, la répression s'abat massivement contre le MNA et la direction de l'USTA. Malgré tout, le 26 mars, Ahmed Bekhat, Nadji Mohamed, Semmache Ahmed et Bensid Abderrahmane fondent la Fédération de France de l'USTA.

Les premières sections sont créées dans les secteurs où l'implantation des travailleurs algériens est forte : les mines, la chimie, le bâtiment et les travaux publics, la métallurgie. En Avril, les bureaux provisoires des unions locales et régionales sont formés.

Les difficultés sont grandes, car la répression est permanente et les directions syndicales : la CFTC, la CGT-FO et surtout la CGT (80% de ses adhérents algériens ont rejoint l'USTA), sont hostiles à la formation d'un syndicat algérien indépendant. Une autre difficulté intervient, après le rejet de l'adhésion de l'USTA à la CISL. La décision a été prise pendant la réunion du Comité Exécutif, réuni à Bruxelles, du 2 au 9 juillet 1956. La position du tunisien Ben Salah sera déterminante, mais il avait déjà le soutien d'Irving Brown, représentant de l'AFL-CIO et de Bothereau, responsable de la CGT-FO (8). Pendant toute l'année 1957, l'USTA cherchera à obtenir un changement de la position de la CISL. En vain, car après l'expédition anglo-franco-israélienne de Suez, Washington choisit de soutenir Nasser et le FLN.

La condamnation très ferme par l'USTA de l'agression impérialiste contre l'Egypte et de l'URSS à Budapest, renforcent l'hostilité des appareils syndicaux qui ont soutenu Guy Mollet ou les soviétiques. Fin 1956, après l'intégration des communistes algériens dans l'UGTA et le FLN, le PCF tire à boulets rouges contre l'USTA. Des milliers de tracts dénonçant les "provocateurs" de l'USTA sont diffusés dans les usines, les chantiers, les localités (9).

Après le refus de la CISL d'affilier l'USTA et la dénonciation par les directions syndicales de l'entreprise de division que constituait la création d'un syndicat algérien, les conditions sont réunies, comme pour l'Etoile nord-africaine, en janvier 1937, pour une répression massive. Des centaines de cadres et militants sont arrêtés et parmi eux : A. Bensid, Nadji Mohamed, A. Semmache. Pour la seconde fois, la Fédération de France était décapitée.

La situation devient très difficile, mais tout change avec la libération d'Abdallah Filali. Ce dirigeant remarquable par ses capacités intellectuelles, sa vive intelligence, sa connaissance profonde de l'immigration et du mouvement ouvrier français, son indépendance politique, ses qualités d'organisateur, sa rigueur extrême, sa force de caractère et son courage physique, va renouer avec les combats menés dans le passé : la fondation du PPA en mars 1937 et son implantation en Algérie, la préparation du Congrès des AML en mars 1945, la direction du Comité de Salut public en 1954, le Congrès d'Hornu puis la réorganisation du MNA, en décembre 1954.

Les choses ne traînent pas. Les 7, 8 et 9 janvier 1957, la Commission administrative de la Fédération de France se réunit. Elle fait le point sur l'état du syndicat, trace les grands axes d'orientation, adopte un plan de travail et d'organisation. Le flottement apparu à la fin 1956, après la répression disparaît. La main de fer de Filali se fait sentir, à tous les échelons. Les rapports arrivent, les cotisations rentrent et les comptes sont épluchés soigneusement, les groupes de choc assurent la protection des locaux et des cadres contre les agressions du FLN. Le local central de l'USTA, rue de Paradis, devient une ruche bourdonnante. En Février, un groupe d'analyse et de réflexion, un appareil technique et un comité de rédaction travaillent sous la direction d'Ahmed Bekhat.

En mars, l'USTA fait paraître un mensuel : "la Voix du Travailleur Algérien". Dans "l'Editorial", l'USTA se définit comme une organisation syndicale "ouverte à tous les salariés, quelles que soient l'origine, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses". Elle est "indépendante de tous les partis politiques", ce qui n'interdit pas d'éprouver pour Messali Hadj, respect et admiration. Elle soutient la lutte pour réaliser l'unité du mouvement ouvrier français et la formation d'une centrale syndicale africaine, rattachée à la CISL. Deux articles sont indicatifs de cette démarche unitaire : l'un consacré à la Conférence de Cotonou (Dahomey) de janvier 1957, qui pose les bases d'une centrale africaine, l'autre à la Conférence régionale africaine de la CISL d'Accra (14-19 janvier 1957).

La rubrique "l'USTA vit et combat" fournit les données pour dresser une première carte de l'implantation locale, régionale et professionnelle du syndicat, son mode de fonctionnement, ses revendications et les formes de luttes employées.

Depuis Janvier, Filali a donné une impulsion formidable à l'USTA. La Commission Exécutive (CE) du 10 mars tire un bilan en expliquant les causes du succès. Elle décide aussi de mener une campagne sur "la liberté de passage pour les Algériens". L'objectif est triple : enraciner l'USTA dans l'émigration ouvrière algérienne, rechercher le soutien des organisations syndicales et des démocrates dans la lutte contre la répression et pour les libertés, briser l'offensive menée par les directions du PCF et de la CGT contre l'USTA. Elle appelle enfin à préparer les manifestations du 1er Mai. A partir des unions locales

créées dans le Nord (Roubaix, Douai, Lille, Valenciennes, Tourcoing) dans l'Est-Ardenne, Lyon-Centre et la région parisienne, le déploiement s'effectue.

Toute la direction est mobilisée et dans les trois pièces du local de la rue Paradis, les réunions se succèdent. Des milliers d'adhésions sont faites, des centaines de sections sont créées. Les régions du Nord, de l'Est, de Lyon et de Paris constituent leurs bureaux. Une direction émerge, jeune, trempée, formée de cadres syndicalistes expérimentés, solidement implantés dans leurs entreprises et leurs localités. Après l'Etoile et le PPA, l'USTA écrit une nouvelle page de l'histoire de l'émigration ouvrière algérienne en France.

Le 1er Mai 1957, dans toutes les villes où vivent et travaillent les Algériens, l'USTA tient des réunions et des rassemblements. Malgré le silence de la presse, les manœuvres de la police qui interdit les meetings ou les déplace, le refus d'accorder des salles par les mairies (Longwy, Lille, Lyon, Mézières, Paris...), le succès est immense.

C'est en prenant appui sur cette mobilisation que la direction du syndicat décide de tenir en Juin 1957, son premier Congrès .

Le Congrès de la Fédération de France de l'USTA (28-30 Juin 1957)

Depuis Mai, une commission préparatoire, animée par Aklouf (10) et placée sous la responsabilité politique de Filali Abdallah, travaille avec acharnement. Début juin, un document d'une cinquantaine de pages sur la question agraire en Algérie est discuté et adopté comme document de travail par le Bureau. Plusieurs exemplaires seront expédiés aux responsables des régions. Il sera diffusé le premier jour du Congrès à tous les délégués et il deviendra, après discussion un document officiel de l'USTA. Ce document faisait partie d'une étude plus importante sur "le programme de la classe ouvrière algérienne".

Plusieurs textes furent rédigés en mai-juin : le syndicalisme en Algérie (bref historique, la charte revendicative, le rôle et les tâches du syndicat, son indépendance envers les partis et l'Etat, la démocratie ouvrière), la critique du régime colonial, la place des européens dans l'Algérie indépendante, l'industrialisation, le Sahara, la laïcité de l'école et de l'Etat, l'émancipation de la femme. Enfin une importante documentation devait alimenter les travaux de la Commission économique et sociale et servir pour la rédaction d'études , d'articles pour "la Voix du Travailleur" et des documents de travail pour les régions et les Fédérations.

Les 28, 29 et 30 juin, 324 délégués représentant plus de 25.000 adhérents ayant payé régulièrement leurs timbres, se retrouvent, salle des Horticulteurs, pour le Congrès (11).

Le 28, la matinée et une partie de l'après midi fut consacrée à la vérification des mandats et à l'accueil de la presse et des invités. Un bureau du Congrès fut ensuite élu . Il désigna une Commission qui s'occupera de l'hébergement, des repas et du remboursement des frais de voyage. Vers 16 heures, le secrétaire général Ahmed Bekhat prononça un long rapport d'activité et d'orientation. Il faisait l'historique de l'USTA, précisait les relations avec les syndicats français et la CISL, dénonçait le massacre de Melouza, parlait de la démocratie ouvrière et des tâches du syndicat dans l'Algérie débarrassée du colonialisme. Il exposa ensuite un programme d'action en neuf points (12). En soirée, plusieurs commissions travaillèrent sur les projets de résolutions, distribués en début de séance. Le 29, les délégués se succédèrent à la tribune. Les interventions furent pour la plupart écrites et remises au secrétariat assuré par Aklouf. Très écoutées furent les interventions de M.K (déléguée féminine de Roubaix) qui traitera de la condition féminine, des délégués métallos du Nord, Renault, Levallois, Hagondange (Est) et ceux de Lyon et de la région parisienne. Dans son Message au Congrès, Messali Hadj affirma son attachement à l'indépendance syndicale et demanda aux travailleurs de jouer un rôle majeur dans la construction de l'Algérie indépendante. Lu par Filali, le Message écouté dans le plus grand silence, électrisa les militants. En soirée, la Commission des résolutions reprit ses travaux.

Le 30, la séance se tint à huis clos. Ahmed Bekhat fit approuver l'envoi d'une lettre du Congrès à la CISL. Les rapporteurs des Commissions firent un compte rendu des débats menés en Commission. Les résolutions furent discutées et adoptées par vote. En fin d'après midi, après l'élection du bureau, Ahmed Bekhat, reconduit au poste de secrétaire général, prononça la clôture du Congrès.

Le Congrès sera boycotté par la CFTC, la CGT-FO et la CGT, le parti socialiste et le PCF. La presse libérale et de gauche acquise au FLN (Le Monde, l'Express, Libération, France Observateur, Témoignage Chrétien) en parlera avec discrétion. Mais "Combat", "le Monde Ouvrier", "la Vie

Populaire", "Inter Afrique presse" et "Afrique Informations", "la Révolution prolétarienne", "Réforme" et "l'Unité syndicale" insisteront sur le caractère ouvrier du Congrès.

Le patronat saura aussi apprécier l'importance du Congrès. Dans "les Echos" du 28 juin, on lit :

" c'est la première fois en France et même dans le monde, qu'aura lieu un Congrès d'une organisation syndicale algérienne, en dehors des pays du Moyen Orient. Quoi qu'il en soit, l'USTA est maintenant très fortement implantée".

Mais c'est dans "la Commune" de Juillet 1957, que l'importance du 1er Congrès apparaît pleinement.

Pour quatre raisons :

- "l'Editorial" de Paul Ruff qui souligne que "les objectifs étaient fondamentalement solidaires de ceux de la classe ouvrière et qu'en conséquence ils avaient le droit de demander l'aide et l'appui des travailleurs français",
- l'article de Robert Cheramy considérant le Congrès de l'USTA comme "un fait des plus importants de l'histoire ouvrière, de l'histoire des rapports entre le peuple de France et le peuple algérien",
- l'Appel de Messali Hadj à "la démocratie française",
- l'Appel de Denis Forestier (SNI), R. Lapeyre (CGT-FO) et A. Pastre (CGT) pour un mouvement syndical uni et démocratique (PMSUD).

Jamais un accord programmatique sur les objectifs et les valeurs entre syndicats algériens et français, jamais la solidarité entre les classes ouvrières des deux pays peuples n'avaient été aussi fortement exposée. C'est sans doute pourquoi, au lendemain du voyage de A. Bekhat et A. Filali au Congrès de Bamako, en septembre 1957, les commandos du FLN liquideront les principaux dirigeants de l'USTA.

Dans une lettre à "la Révolution prolétarienne", Albert Camus écrira :

" Allons nous laisser assassiner les meilleurs militants syndicalistes algériens par une organisation qui semble vouloir conquérir, au moyen de l'assassinat, la direction totalitaire du mouvement algérien ? Les cadres algériens, dont l'Algérie de demain, quelle qu'elle soit, ne pourra se passer, sont rarissimes (et nous avons nos responsabilités dans cet état de choses). Mais parmi eux, au premier plan, sont les militants syndicalistes. On les tue les uns après les autres, et à chaque militant qui tombe, l'avenir algérien s'enfoncé un peu plus dans la nuit. Il faut le dire au moins, et le plus haut possible, pour empêcher que l'anticolonialisme devienne la bonne conscience qui justifie tout, et d'abord les tueurs "

Notes

(1) Choukroun Jacques. "Le syndicalisme en Algérie et la question nationale : 1926-1954". Maitrise Lettres, Paris, 1969 - Ayache Albert. "Essai sur la vie syndicale en Algérie, l'année du Centenaire" (1930) in "le mouvement ouvrier français et l'Afrique du Nord" (le Mouvement Social (Janvier-Février-Mars 1972) - M. Aklouf. "Brève histoire du mouvement ouvrier algérien. Brochure de l'école de formation du Comité de liaison des trotskystes algériens (CLTA)", 1973, 62 p. - Gallissot René. "Syndicalisme et nationalisme in "Maghreb-Algérie, classes et nation". Arcantère, 1987, 2 vol. T1, pp.291-342 - Bernalégue Nora. "Mouvement ouvrier et mouvement syndical en Algérie (1919-1954). Essai d'histoire sociale". Thèse doctorat d'Etat, 1990. - Jacques Simon. "L'Union Syndicale des Travailleurs Algériens (USTA). Contribution à une histoire du syndicalisme algérien". Maitrise de Sciences politiques, Paris VIII, 1991.

(2) Abd-el-Ghani. "Le problème algérien dans l'émigration en France". Les Cahiers Algériens, 1951, 77 p.

(3) "l'Algérie Libre" 15 octobre 1952.

(4) "l'Algérie Libre" n° 67 et n° suppl. du 16 mai 1953.

(5) id, numéros 100 à 103 ; 109-110 ; 122 et suiv. Le rapport du Bureau du Comité d'Alger, concentré dans la résolution générale, se trouve dans l'Algérie Libre n° 89 du 11 décembre 1953 et n° 90 du 18 décembre 1953.

(6) Mustapha Benmohamed (dit Mousse ou Négro) est né le 31 décembre 1926 dans la Casbah d'Alger. Il adhère au PPA après mai 1945 puis à l'OS en 1948, dont il devient l'un des dirigeants de la zone d'Alger. En 1953, il est le plus jeune élu MTLD du conseil municipal d'Alger et membre de sa Commission ouvrière. En 1954, il adhère au CSP, marginalise les Centralistes et le CRUA à Alger et dirige la délégation d'Alger à Hornu. Membre du CNRA, il fait d'Alger (avec le bastion de la Casbah) la place forte du MNA en Algérie (le FLN n'existe à Alger qu'après l'arrivée d'Abane Ramdane). Arrêté en novembre 1955, il subit la torture et reste interné jusqu'en avril 1962. Revenu en France, il adhère au PCI et fonde avec Aklouf, qu'il rencontre souvent, le CLTA, qu'ils dirigeront, l'un en France

et l'autre à Alger, jusqu'à la création de l'organisation socialiste des travailleurs (OST), en 1980. Dirigeant de l'OST puis du PT, Mustapha participe à la campagne électorale du PT, aux côtés de Louisa Hanoune. Elu député à l'Assemblée Algérienne, 44 ans après celle dominée par Jacques Chevallier, il est un symbole du changement intervenu en Algérie depuis 1962. (Interview importante dans La Tribune du 10 Juin ; Biographie incomplète mais honnête de l'APS dans El Watan du 16 juin 97.

(7) le bureau est composé du sec. général Ramdani Mohand(RTDA), sec. adjoint : Djamai Ahmed (Hôpitaux), trésorier : Bouzerar Saïd (RTDA), trésorier adjoint : Ahlouche Achour (EGA), Djermane Areski(RTDA) Lamari Saïd (EGA), Fekarcha Ali (EGA), Idjouadane Akli (Hôpitaux).

(8)Pour Bothereau, "la position à l'égard de l'USTA est connue : la CGT-FO estime que le fait que l'USTA se soit constituée une Fédération en France n'avait pas son utilité "La Voix du Travailleur algérien", mars 1957.

(9) "Les causes de notre réussite". "La Voix", avril 1957.

(10) pseudonyme de J. Simon, jeune instituteur algérien d'origine juive, engagé dans le combat du MTLD, après le Congrès d'Hornu. Appelé en France après le 20 Août 1955, il adhère au PCI et au MNA. Il sera affecté à la construction de l'USTA en France, en mars 1956 et affecté à l'équipe de direction du syndicat par A.Filali dont il devient un proche collaborateur.

(11) Le numéro spécial de "la Voix du Travailleur" parle de 75 000 adhérents et 105 000 cartes placées. Ce chiffre a été gonflé pour justifier la demande d'adhésion à la CISL, qui exigeait pour toute centrale candidate, le chiffre de 100 000 membres. Les effectifs contrôlés dépassaient de peu les 25 000. "La Voix du Travailleur" tirait à 60 000 exemplaires, dont 40.000 environ (vérification faite pour les numéros 4 , 5 et 6) étaient payés.

(12) Le rapport moral et le rapport d'orientation de A.Bekhat, le rapport d'Aklouf "contribution pour une solution du problème agraire en Algérie", des extraits des interventions des délégués, le Message de Messali Hadj et la revue de presse se trouvent dans le numéro spécial de la "Voix du Travailleur Algérien" (n ° 5 de Juillet 1957). Les résolutions ont fait l'objet d'un supplément de 15 pages de ce même numéro.